

GROUPE FINANCE

L'atelier finance va vous présenter aujourd'hui l'état de ses travaux.

Tout d'abord, afin de planter le décor et d'avoir une vision claire, **notre première demande a été d'obtenir les chiffres de la Ville et de l'Etat des dépenses en faveur de la culture sur les dix dernières années.** Le Raac avait fait cette demande dès juin 2007, pour vous les présenter lors de la première session de notre Forum Culturel en février. Cela n'a malheureusement pas été possible, et c'est donc aujourd'hui qu'ils vous seront présentés par le service cantonal de la culture et le département de la culture de la ville.

Ce qu'il faut relever, c'est que **JAMAIS jusqu'à ce jour** l'Etat et la Ville de Genève n'avaient fait cet exercice ensemble. C'est une grande première et le Forum a rendu possible cette présentation qui, nous l'espérons sera accessible et compréhensible par tous. **Cette vision d'ensemble est donc , une première !** En effet, chaque entité subventionnante travaille avec sa propre logique, voire son propre vocabulaire, et cette collaboration nous a semblé indispensable pour permettre une meilleure lisibilité des politiques culturelles et permettre une analyse comparative non seulement des chiffres, mais aussi des évolutions sur les dix dernières années en la matière.

D'ailleurs, une des pistes qui vous sera présentée tout à l'heure est la création d'un **observatoire permanent des financements** de la culture : il permettrait d'analyser l'ensemble des dépenses cantonales et municipales en matière de culture et de décrire ainsi la politique culturelle de manière transparente et compréhensible.

A moyen terme, cet observatoire donnerait la possibilité aux pouvoirs publics et aux responsables politiques d'analyser les évolutions de ce secteur et d'agir **en anticipant** mieux les tendances et les besoins des artistes et des institutions.

Autre avantage : la création de cet observatoire des chiffres de la culture, permettrait de mieux valoriser **l'impact économique des activités liées tant à la création qu'à la diffusion de la culture**. Car les retombées financières du secteur sont encore très largement sous estimées, voir ignorées. Cette occultation affaiblit l'intérêt pour ce secteur d'activités dans le débat politique, notamment dans l'enceinte du Grand Conseil.

Pour avoir un regard plus distancé sur les chiffres qui vont vous être présenté aujourd'hui, le groupe finance a sollicité le regard plus technique d'un spécialiste en économie publique, Le professeur Frédéric Varone. Donc juste après, la présentation, Monsieur Varone vous livrera son analyse en image, car il est en déplacement aujourd'hui.

Suite à Monsieur Varone, le groupe finance vous présentera son interprétation de la situation actuelle. Ensuite, vous seront présentées différentes pistes que notre atelier a choisi de proposer ce soir au débat.

La faisabilité de ces pistes est encore à explorer. Et il est bien clair que **sans véritable volonté politique**, elles resteront à l'état d'idées ou de projets... Mais ces « possibles » ont le mérite d'exister, d'être formulés et c'est un début pour ouvrir un débat qui fera ensuite, nous l'espérons, évoluer positivement la situation du financement de la culture à Genève.

Pour conclure cette présentation de nos travaux, il nous a semblé important que deux structures culturelles expliquent comment sont dépensées les subventions dont elles bénéficient. Ces exemples concrets incarnent mieux les problématiques forcément un peu abstraites, qui seront évoquées par l'atelier.

Je laisse donc la parole à Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture et à Jean-Bernard Mottet, conseiller en communication à la ville de Genève.

1. PRESENTATION DES CHIFFRES PAR JB MOTTET ET J. COME.

Comme annoncé tout à l'heure, voici, le petit film, qui dure 5 min. de l'analyse du professeur Frédéric Varone.

2. INTERVENTION DU PROF. VARONE

Analyse

Pour reprendre l'analyse du professeur Varone, si l'on regarde la masse globale des dépenses en matière culturelle, Genève est assez gâtée. Tout le monde reconnaît que pour une ville de cette taille, l'offre culturelle est particulièrement riche et variée. Ces chiffres confirment indéniablement que Genève est la locomotive du secteur en Suisse romande.

J'ajouterai quand-même pour pondérer un peu ce sentiment de situation hyper privilégiée, que l'offre culturelle de Genève s'adresse en fait à un bassin de spectateurs beaucoup plus large que les citoyens du canton. Seul ce fait peut expliquer que les salles soient

pleines et que la majorité des manifestations culturelles rencontrent du succès.

Mais pour reprendre les constats évoqués par Monsieur Varone :

En effet, la part **microscopique** du *gâteau des subventions* consacrée aux aides ponctuelles, à savoir à la création indépendante pour la danse, le théâtre et le cinéma, est sidérante.

Ces chiffres nous permettent de mieux comprendre comment les milieux politiques et les artistes ont pu entretenir un dialogue de sourds si longtemps... les indépendants se plaignent depuis toujours de leur manque de moyens, tandis que les politiques ne comprennent pas cette attitude « d'enfants gâtés ». En effet, au vu de l'enveloppe générale, nos élus peuvent difficilement imaginer que ces demandes d'augmentation de crédits soient fondées.

Bien sûr, personne ne peut se targuer de connaître ce que serait un parfait équilibre d'une part entre les dépenses en faveur du « patrimoine », du personnel administratif des collectivités, etc... et d'autre part la création. Mais néanmoins ici, l'extrême sous-financement des fonds ponctuels nous semble criant.

Il ne s'agit évidemment pas ici de nier l'importance d'institutions phares, ou de remettre en cause la visibilité de notre patrimoine. Néanmoins, une réelle prise de conscience sur la nécessité qu'une part correcte soit réservée à la création dans ce budget global est fondamentale car c'est bien la création qui pense le monde d'aujourd'hui et de demain.

Lors du premier Forum Culturel en février dernier, chaque discipline avait fait son propre état des lieux. Il ne s'agit pas ici de refaire l'exercice, mais souvenez-vous : la moyenne des salaires des intermittents est à peine de Frs 2'000.- par mois et financer le budget nécessaire à un spectacle, un film, relève du parcours du combattant et du quasi miracle quand les objectifs financiers des producteurs ou des compagnies sont atteints.

Pour pallier à cette part trop restreinte dévolue à la création : **de deux choses l'une** :

-soit les pouvoirs publics décident de bouger « les lignes » dans l'enveloppe globale déjà existante (*c-à-d le gâteau, ou le camembert, à choix selon qu'on est sucré ou salé*) ce qui concrètement voudrait dire donner à Paul ce que j'ai pris à Jacques.

-soit les pouvoirs publics augmentent les ressources en faveur de la création et en faveur des divers projets d'infrastructures en discussion depuis de nombreuses années et qui n'ont pas encore abouti, comme par exemple la fondation romande pour le cinéma, la nouvelle Comédie, la maison de la danse, etc...

Clairement, le groupe finance s'est refusé dans ses travaux d'explorer la piste qui consisterait à faire des choix et des propositions de remaniements dans les budgets actuels. Il n'appartient pas au monde culturel de faire des choix politiques. Mais, à nos yeux, ce déséquilibre doit néanmoins alerter les magistrats.

Nos élus savent combien il est difficile de faire bouger ces lignes. Leurs tentatives ont rarement permis de faire évoluer la situation significativement.

Parlons maintenant du deuxième déséquilibre que ces chiffres laissent apparaître, et qui n'est un scoop pour personne, à savoir la différence de moyens alloués à la culture par la Ville de Genève par rapport au Canton. Pour mémoire, ce déséquilibre est tel, qu'il avait même permis au Conseil d'Etat d'envisager de transférer ses compétences en matière culturelle à la Ville de Genève, il n'y a que très peu de temps...

(Slide sur les chiffres des communes)

Il cache un autre déséquilibre, dont on parle un peu moins, mais qui néanmoins pose problème : celui des communes genevoises entre elles. Là aussi, bien que certaines aient augmenté leur efforts ces dernières années, d'autres en revanche restent fortement réfractaires à tout investissement culturel. Si aujourd'hui le transfert de charges n'est plus à l'ordre du jour il n'en demeure pas moins que ces inégalités doivent nous questionner et nous donner l'occasion de repenser l'ensemble.

Aussi, la plupart des pistes qui vous seront présentées dans quelques instants ont deux objectifs :

D'abord, augmenter financièrement les aides à la création, toutes disciplines artistiques confondues et permettre des investissements dans les nouvelles infrastructures qui représentent les défis d'aujourd'hui et de demain pour que Genève reste un phare en matière culturelle.

-Ensuite, permettre qu'une partie importante de ces fonds supplémentaires transitent par les services de l'Etat, afin de rééquilibrer le rapport entre l'Etat et les communes, favorisant enfin l'émergence d'une politique culturelle cantonale, voire régionale – digne de ce nom.

Aussi, nous allons vous présenter brièvement des pistes concrètes qui permettraient d'atteindre ces objectifs.

Je passe la parole à Claude Ratzé

Claude (1%+ centime + FEC)

Pierre-Louis Chantre : taxes sur les billets + affiches

Par ailleurs, comme observé plus haut, il nous semble important de mettre en place des outils d'analyse fiables pour cette importante activité dans notre canton et je passe la parole à Barbara Giongo pour développer une autre piste émanant de l'atelier.

Barbara : observatoire et portail internet

Enfin une dernière piste ouverte : les partenariats entre le secteur public et l'économie privée semblent peu structurés à Genève. Optimiser ces opportunités et mieux coordonner l'utilisation de ces moyens financiers serait aussi certainement une source de revenus, certes ponctuels, mais importants pour lancer de grands projets culturels. Il s'agit ici de songer

à un cadre légal de type « défiscalisation » qui encouragerait l'investissement privé dans la culture.

Reste à aborder une épineuse question ! Si nos souhaits se réalisent, permettant à l'Etat de Genève de bénéficier de moyens plus importants, comment les rôles respectifs de la ville et de l'Etat devraient-ils évoluer ? Vers quelle répartition des tâches ?

- Devraient-ils se répartir les institutions que chacun finance séparément?
- Devraient-ils être partenaires comme aujourd'hui pour chacune des institutions subventionnées ?
- ou alors, proposition encore plus radicale, comme certains le préconisent déjà : que la Ville et les communes gèrent les infrastructures sur leur sol et l'Etat finance les contenus à savoir les créations ????

Ce débat promet d'être animé, car un rééquilibrage des ressources entre Ville et Etat aboutira forcément à une nouvelle répartition des missions de chacun.

Je passe maintenant la parole à Béatrice Graf et à Barbara Giongo qui vont vous expliquer comment sont utilisées les subventions de leurs compagnies respectives.

Présentation des dépenses des 3 compagnies :

Sémaphore

Alakran

Conclusion

Pour conclure cette présentation, qui, nous l'espérons, augure la mise en route d'un véritable chantier de réflexion et de changements, il serait utile que dans les travaux de la nouvelle constitution la répartition des compétences en matière de production culturelle soit plus clairement définie entre les principaux partenaires.

Ce qu'il est essentiel d'ajouter c'est que si des moyens accrus sont nécessaires, leur bonne gestion est aussi la clé du succès.

L'éparpillement des ressources et des décisions tend également à affaiblir la cohérence d'une véritable politique culturelle permettant l'épanouissement de chaque discipline.

Le cinéma est en train d'élaborer un modèle qui centralise la grande majorité aides romandes existantes pour la production de films. La profession souhaite qu'une fondation romande du cinéma, réunissant tous les cantons francophones voit le jour en 2010.

Ce projet n'est peut-être pas adapté pour d'autres disciplines, comme le théâtre ou la danse. Néanmoins, une vision plus large, régionale, des infrastructures et des subventions culturelles devrait être un paramètre à prendre en compte dans les débats à venir.

Je vous remercie de votre attention.

